



RENDU EXECUTOIRE LE

03 JUL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230630-23_A_SE_0233-AR

S²LO

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0233

du **30 JUIN 2023**

Portant fixation pour l'année 2023
d'une dotation pour une place dérogatoire
à l'E.A.N.M. « Foyer de vie Bleu Soleil »,
à Poitiers, géré par l'ADAPEI 86

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le règlement départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0217 du 6 octobre 2022 portant augmentation de 5 places d'accompagnement non médicalisé sur l'E.A.N.M. « Foyer de vie Bleu Soleil », géré par l'ADAPEI 86, par transformation de l'offre médico-sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0352 du 12 décembre 2022 portant fixation pour l'année 2022 de la dotation de régularisation au titre de la dotation globalisée commune – quote-part Vienne de l'ADAPEI 86 pour ses établissements et services pour adultes handicapés sous le contrôle du Département de la Vienne ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0212 du 30 mars 2023 portant modification pour l'année 2023 de la dotation globalisée commune de l'ADAPEI 86 pour ses établissements et services pour adultes handicapés sous le contrôle du Département de la Vienne ;

VU le contrat partenarial d'engagements relatifs à la mise en place de la réponse accompagnée pour tous, signé en date du 2 mars 2018 ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu le 27 juillet 2020 entre le Département de la Vienne et l'ADAPEI pour la période 2020-2024, et son avenant avenant n° 1 signé du 7 avril 2023 ;

CONSIDERANT la possible dérogation à la capacité d'accueil, avec financement complémentaire, mentionnée au contrat partenarial d'engagements relatifs à la mise en place de la réponse accompagnée pour tous, susmentionné ;

CONSIDERANT la notification en date du 1^{er} décembre 2022 établie par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Vienne (CDAPH) pour une orientation alternative en réponse à la prise en charge d'une situation sans solution adaptée ;

CONSIDERANT que la solution d'accueil proposée par l'ADAPEI 86 a été convenue pour cette personne, à savoir pour né le 26/12/1995, à Poitiers (86), et ressortissant du département de la Vienne, pour un hébergement complet externalisé à l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé « Foyer de vie Bleu Soleil », à Poitiers (86), depuis le 1^{er} décembre 2022 ;

CONSIDERANT que cet accompagnement adapté spécifiquement à est accordé à titre dérogatoire pour un accueil temporaire en surcapacité et qu'il convient de verser en contrepartie de cette prise en charge exceptionnelle les frais de séjour de ladite personne ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Sur la base de la Dotation Globalisée Commune établie pour l'année 2023, et spécifiquement sur la quote-part de l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé (E.A.N.M.) « Foyer de vie Bleu Soleil », par arrêté susvisé, les frais de séjour de , accordés en sus et à titre dérogatoire depuis le 1^{er} décembre 2022 (date effective de son accueil), sont à verser par dotation mensuelle de la façon suivante :

Place externalisée d'hébergement complet	Sur la base du coût place 2023 de 52 842,91 € soit 4 403,57 € par mois
---	--

Le montant de la dotation pourra être revu si la situation de la personne évolue en cours d'année (fin de la prise en charge ou intégration dans la capacité en vigueur de l'établissement) ou si l'admission à l'aide sociale n'a pas été prononcée.

Ces crédits sont imputés au chapitre 65 fonction 52 nature 65242 du budget départemental.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel

de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 JUIN 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le



ID : 086-228600011-20230630-23_A_SE_0233-AR